

La crise sanitaire de la covid-19 a entraîné un choc économique et social sans précédent depuis la Grande Dépression des années 1930. Nous commençons à peine à entrevoir les conséquences de ce choc sur notre pays. En matière de défense, cette crise débouche sur un paradoxe : notre base industrielle et technologique de défense (BITD) se retrouve en danger, alors même que, d'une part, ses perspectives devraient être assurées par l'exécution de la loi de programmation militaire (LPM) pour 2019-2025 et que, d'autre part, l'état des menaces ne va qu'en s'aggravant.

Ce rapport se veut donc un cri d'alerte, non pas sur le très court terme, mais sur des perspectives de moyen-long terme qui, si elles ne sont pas assurées aujourd'hui, seront impossibles à corriger demain et après-demain.

En ce sens, la BITD est réellement dans l'œil du cyclone : elle a subi le premier choc, et l'a, en apparence, plutôt bien encaissé. Mais les vraies difficultés sont devant nous. Il faut en avoir conscience, et il faut agir au plus vite, c'est-à-dire en premier lieu à l'occasion du plan de relance, en deuxième lieu dans le cadre du projet de loi de finances qui sera débattu à l'automne, et enfin à l'occasion de l'actualisation de la LPM l'an prochain.

Dès maintenant, et plus encore dans les mois qui viennent, beaucoup d'entreprises de la BITD vont lutter pour leur survie, et en particulier les plus duales d'entre elles, car cette crise frappe d'abord l'activité civile. Même pour les entreprises les plus solides, la tentation pourrait exister de sacrifier les investissements pour préserver l'équilibre à court terme. C'est là la principale menace, silencieuse et d'abord indolore, qui plane sur la BITD : être obligé de sacrifier l'avenir pour sauver le présent.

Pourtant, les investissements sont plus nécessaires que jamais, pour trois raisons :

- Partout, les menaces se renforcent. Le recours à la force et la politique du fait accompli sont des options de plus en plus assumées par de nombreux Etats ;
- Cette dégradation généralisée du contexte international favorise une nouvelle course aux armements, dont le contenu technologique s'enrichit de façon continue. Dans ces conditions, tout relâchement de l'effort de défense conduirait, à une échéance sans doute bien plus rapide qu'on ne l'imagine habituellement, à un nivellement de l'avantage technologique de nos forces, voire à un handicap technologique qui limiterait nos options et notre liberté d'action ;
- Par nature, les industries de défense, et en particulier les plus sensibles d'entre elles, sont très majoritairement, et dans certains cas exclusivement implantées sur le territoire national. Par conséquent, toute commande publique à ces industries génère de l'activité économique en France, permettant d'éviter que la relance vienne d'abord stimuler l'économie des pays producteurs de nos importations.

* * *

La crise a révélé au Français, de façon crue, brutale et soudaine, l'ampleur des dépendances industrielles que la France, et parfois même l'Europe, ont accumulées. L'Europe peut-elle et veut-elle être une puissance, les Etats européens entendent-ils encore remplir leur première mission de protection de la population, quand plus un gramme de paracétamol n'est produit sur notre

continent ? Cet exemple choquant, qui se décline dans de nombreux pans de l'équipement médical et pharmaceutique n'est qu'une illustration de l'abandon progressif, continu et résigné de notre industrie depuis la crise des années 1970.

L'industrie, qui avait fait la force et la richesse de la France depuis le début de la révolution industrielle, était passée de mode, ce qui a été illustré par la disparition progressive du ministère de l'industrie.

Un seul pan a résisté, jusqu'à maintenant, à cette désindustrialisation : la BITD. Il y a à cela deux raisons :

- tout d'abord, dans un pays qui est en capacité d'assumer seul, en dernier ressort, la défense de ses intérêts vitaux par la dissuasion nucléaire, l'ensemble de la BITD est tirée vers l'excellence technologique au meilleur niveau mondial. En effet, la dissuasion nucléaire n'a de sens que si elle est crédible, ce qui impose qu'elle se maintienne en permanence au meilleur niveau ;
- en second lieu, pour des raisons évidentes de souveraineté, la BITD est très peu délocalisable, à plus forte raison pour tout ce qui touche au cœur de la souveraineté.

Cela résume l'équation de la BITD française (mais cela vaudrait aussi pour le reste de notre industrie qui a tant souffert depuis 40 ans) : les choix collectifs des Français ne permettent pas une compétitivité par les coûts. Produire en France est et restera durablement plus cher que de produire dans des pays à moindre coût. Par conséquent, la compétitivité de l'industrie française, de défense ou non, passe par l'avantage technologique, en ce qu'il permet de produire un produit plus efficace justifiant un coût supérieur.

La préparation de l'avenir, c'est-à-dire l'investissement technologique et l'innovation, est donc vitale pour la BITD française :

- parce que sans supériorité technologique, elle ne sera plus en mesure de répondre au besoin opérationnel des forces, qui est le fondement de l'effort de défense et l'outil de notre liberté politique ;
- parce que sans plus-value technologique, les produits français ne peuvent rivaliser avec ceux de pays à coûts de production plus faibles.

L'industrie française est donc condamnée à l'excellence, si elle veut survivre. Elle en a les capacités, car elle peut encore s'appuyer sur une culture d'ingénierie très solide et une inventivité reconnue, deux éléments d'un potentiel d'innovation très important. Encore faut-il que ces dispositions remarquables soient alimentées par un financement adéquat. Ce n'est, pour l'essentiel, pas le cas et, comme rapporteurs, nous nous devons d'appeler l'attention sur ce point critique. Sur ce plan, des efforts ont été faits, notamment par l'Etat, mais le plus dur reste à faire. Et pourtant, le temps presse : la concurrence se renforce, les tensions entre grandes puissances s'exacerbent, et donc leur appétit pour les jeunes entreprises innovantes à fort potentiel sur des segments stratégiques.

A l'issue de notre travail, nous sommes pris d'un sentiment ambigu mêlant une claire conscience des menaces qui pèsent sur notre BITD, de l'urgence de redéfinir une véritable

politique industrielle et notamment en matière de défense, et l'admiration et la fierté de voir ce que nos industries de défense savent produire aujourd'hui et pourraient produire demain, au service de notre protection et de notre liberté.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)